



LES CHIFFRES CLÉS 2025 DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE

chambres-agriculture.fr



Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**CHAMBRES
D'AGRICULTURE
FRANCE**

LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Le dernier recensement agricole, réalisé en 2020, a dénombré **416 436 exploitations agricoles sur le territoire national** (métropole et départements d'outremer).

En métropole, **349 600 exploitations étaient en activité en 2024**.

Ce nombre ne cesse de diminuer d'année en année, face à l'insuffisance du nombre d'installations pour compenser les arrêts d'activité et départs en retraite.

La structure des exploitations se trouve bouleversée par cette évolution : hausse de la **SAU (Surface Agricole Utile) moyenne par exploitation (76 ha en métropole en 2023)**, progression des formes sociétaires, progression du salariat (hausse du volume de travail assuré par les salariés et du nombre d'ETP par exploitation), et externalisation d'une partie du travail.

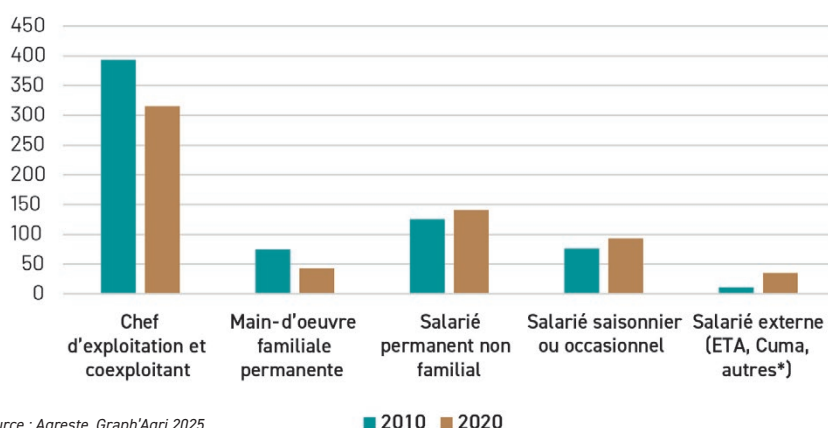


349 600
exploitations en activité
en 2024.

	1970	2000	2020
Exploitations	1 587 639	698 535	416 436
Superficie agricole utilisée (ha)	29 904 735	27 996 883	26 880 583
Unités de travail annuel (UTA)	2 373 588	1 000 833	700 762

Champ : France métropolitaine.
Source : Agreste - Graph'Agri 2025

VOLUME DE TRAVAIL ANNUEL SELON LA NATURE DES ACTIFS



Source : Agreste, Graph'Agri 2025

*En 2023, le travail effectué par d'autres prestataires que les ETA ou les Cuma est inclus, contrairement à 2010.



POPULATION ACTIVE : LES FEMMES PEU PRÉSENTES DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES



En 2023, les femmes représentaient **24 %** des effectifs d'exploitants et de co-exploitants agricoles.

En 2023, les femmes représentaient **28 % des actifs permanents** travaillant dans les exploitations agricoles, et **24 % des effectifs d'exploitants et co-exploitants agricoles**. Elles sont davantage à la tête d'exploitations de petits ruminants (ovins, caprins), en viticulture, maraîchage et cultures fruitières.

	Femmes		Hommes	
	2010	2020	2010	2020
millier de personnes				
Chefs d'exploitation et co-exploitants	161,6	130,2	443,7	366,2
Conjoints ou autres parents du chef d'exploitation	105,2	37,6	101,1	55,9
Salariés permanents	40,0	52,6	115,1	118,8
Total actifs permanents France métropolitaine	306,8	220,4	659,9	540,9

Champ : France métropolitaine.
Source : Agreste - Graph'Agri 2025

VALEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN 2025 : STABILITÉ EN PRODUCTIONS VÉGÉTALES ET PROGRESSION EN PRODUCTIONS ANIMALES

D'après les premières estimations de l'INSEE, **la valeur de la production agricole** (hors subventions) **repart à la hausse en 2025 (+3,7 %)** après deux années consécutives de forte baisse. Les évolutions sont assez hétérogènes selon les productions. Ainsi, **la valeur des productions végétales se stabilise (+0,6 %)**. En effet, la production de céréales et d'oléo-protéagineux a nettement augmenté après les très mauvaises récoltes de 2024, mais la baisse des prix limite la valeur de ces productions. **Le schéma est identique pour la production viticole, avec des variations plus limitées.** A contrario, **les volumes des productions animales sont relativement stables**, mais certaines productions bénéficient d'une augmentation des prix.

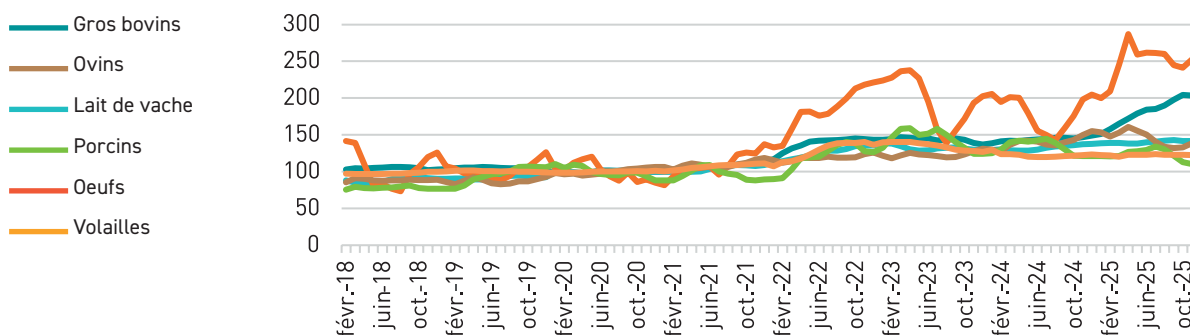
C'est le cas notamment pour les œufs, les gros bovins et les veaux.

En parallèle, **la valeur des consommations intermédiaires**, c'est-dire les biens et les services consommés lors du processus de production, **s'est stabilisée (-0,3 %)** après le recul de 4,8 % enregistré en 2024. Le repli des prix de l'énergie et des engrais se poursuit alors que les prix des aliments, des frais vétérinaires et de l'entretien du matériel ont augmenté.

Ainsi, la valeur ajoutée de la branche agricole, indicateur de création de richesses, est évaluée à 36 milliards d'euros, en hausse de 10,5 % par rapport à 2024.

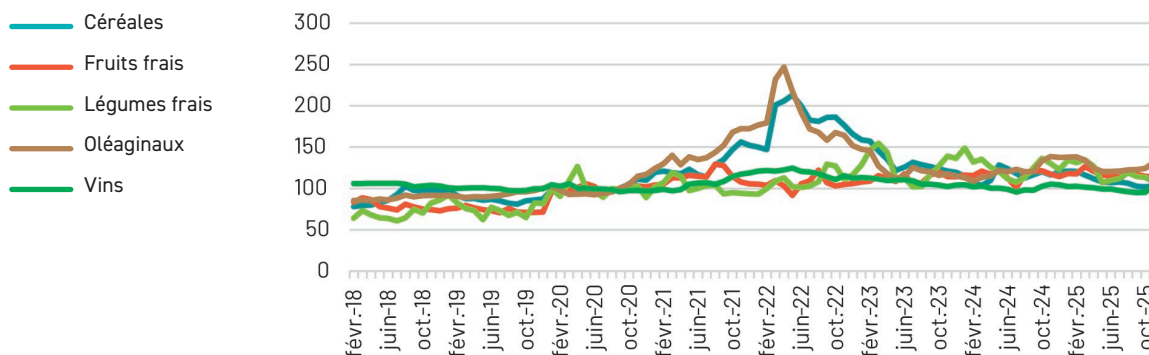


PRIX À LA PRODUCTION - PRODUITS DE L'ÉLEVAGE



Source : INSEE

PRIX À LA PRODUCTION - PRODUCTIONS VÉGÉTALES



Source : INSEE



En 2025, la création de richesses de l'agriculture s'est élevée à **36 milliards d'€**



VALEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE FRANÇAISE HORS SUBVENTIONS PAR SECTEUR EN MILLIARDS D'€

En milliards d'€	2010	2024	2025
Céréales	11,7	9,7	10,1
Plantes industrielles (oléagineux, protéagineux, betteraves, canne...)	4,4	4,8	4,8
Légumes et fleurs (hors pommes de terre)	4,8	6,3	6,3
Fruits	3,0	4,5	4,4
Vins de qualité	7,4	8,4	9,0
Vins courants	2,0	2,5	2,3
Gros bovins	5,4	7,9	9,7
Ovins-caprins	0,71	0,95	0,94
Porcins	2,7	4,0	3,7
Volaille et œufs	4,0	6,2	7,4
Lait et produits laitiers	8,4	13,3	13,5
Production de services	4,2	7,5	7,6
Total de la production agricole	67,7	89,1	92,4

Source : INSEE



AGRICULTURE BIOLOGIQUE : UNE PRODUCTION EN REPLI MALGRÉ UNE CONSOMMATION QUI REPART

Après avoir reculé de 6% entre 2021 et 2023, **le marché des produits certifiés agriculture biologique s'est stabilisé en 2024 avant d'augmenter légèrement de 0,8% en 2025.**

Ces évolutions générales peuvent dissimuler des dynamiques contraires selon les circuits de distribution.

Si le réseau spécialisé a connu une crise d'ampleur entre 2020 et 2022 (-14%) précipitant les fermetures de magasins, la grande distribution reste l'unique circuit de distribution dans lequel les ventes biologiques sont inférieures à leur niveau de 2019 (-6%). Par conséquent, la légère progression de chiffre d'affaires observée en 2024 s'explique par la résilience des magasins spécialisés (+6,5% en 2024), ainsi que les artisans commerçants, et la vente directe (+7%).

Bien que le marché biologique semble s'être remis des effets de la crise inflationniste, la production biologique a connu des conséquences différées. En effet, **les surfaces engagées en agriculture biologique ont diminué de 4% entre 2022 et 2024**, soit plus de



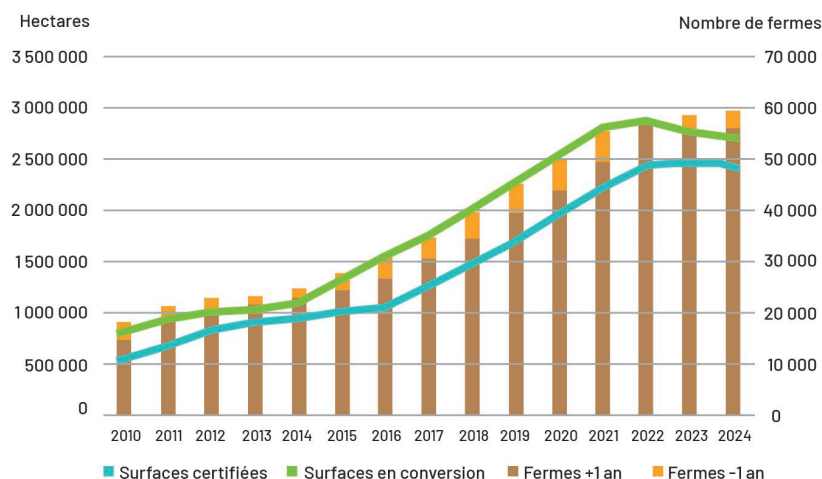
100 000 hectares, d'autant plus que les surfaces en conversion reculent d'année en année depuis 2020. **Ce recul provient principalement des exploitations en grandes cultures, qui sont très largement dépendantes des besoins en protéines végétales pour l'élevage.**

Plus de la moitié de la fabrication d'alimentation du bétail est à destination du secteur de la volaille, dont le cheptel bio a reculé de 14% entre 2021 et 2024 pour les poules pondeuses et de 27% pour les poulets de chair.

Au total ce sont donc plus de cinq millions de poules en moins à nourrir entre 2021 et 2024.

La crise du marché a ainsi eu pour effet de réduire le potentiel de production bio. Bien que **le solde de producteurs engagés soit resté positif en 2024**, les surfaces en conversion ont reculé de 52% depuis 2020, et l'on compte près de moitié moins d'engagements en 2024 qu'en 2020 (6 342 fermes entrant en conversion en 2020 contre 3 469 en 2024).

ÉVOLUTION DES SURFACES ET FERMES EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE



Chambres d'agriculture France - Source : Agence BIO



REVENU DES EXPLOITATIONS AGRICOLES : ENTRE INSTABILITÉ ET HÉTÉROGÉNÉITÉ

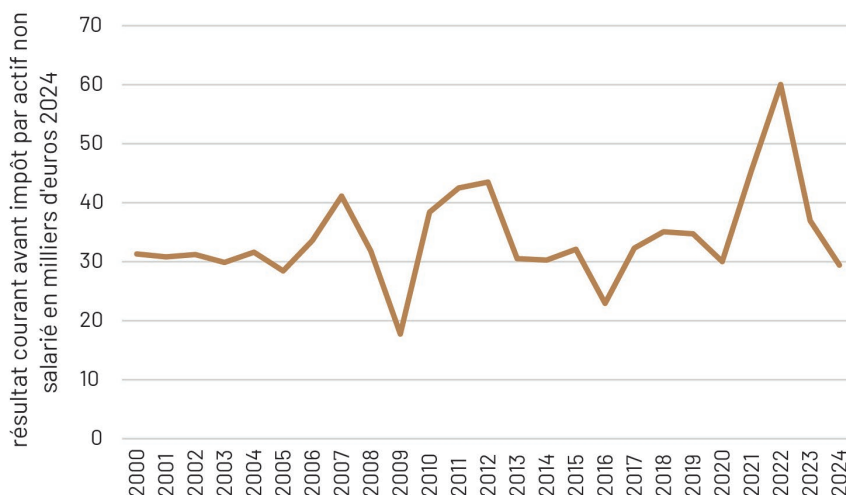


En 2024, une exploitation agricole dégagait un résultat moyen de **29 400 €** par actif non salarié

L'activité agricole se caractérise par des variations de résultats très importantes : entre 2022 et 2024, **le résultat moyen des exploitations par exploitant a été divisé par deux**, alors qu'il avait été multiplié par deux entre 2020 et 2022.

Ces résultats moyens masquent des disparités très importantes entre les différentes exploitations selon leurs productions, leur localisation et selon la taille des structures.

RÉSULTAT MOYEN DES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN FRANCE



Source : SSP, RICA



FRANCE : LEADER EUROPÉEN DES GRANDES CULTURES

La France conserve son rang de première puissance agricole de l'Union européenne avec 17% de la production totale des 27. Le premier groupe de pays venant juste après elle est composé de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne.

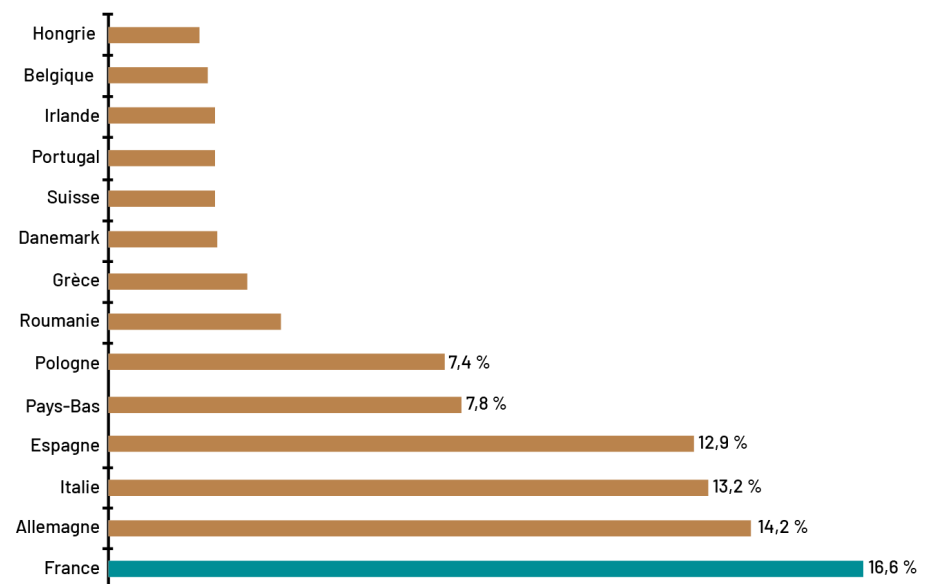
Plus loin derrière encore, on trouve les Pays-Bas et la Pologne.

Une approche sectorielle montre qu'en productions végétales, elle devance l'Italie et l'Espagne, grâce

notamment à ses productions céréalières (blé tendre, blé dur, orge, maïs). Elle est également leader en productions animales, mais fait jeu égal avec l'Allemagne, devant l'Espagne et l'Italie.

Toutefois, La dynamique productive en France se heurte à des contraintes relevant de la concurrence, du climat, et des règlements européens et nationaux.

PART DES ÉTATS MEMBRES DANS LA PRODUCTION AGRICOLE DE L'UE 27



Chambres d'agriculture France - Source : Eurostat



La France reste la première puissance agricole de l'Union européenne

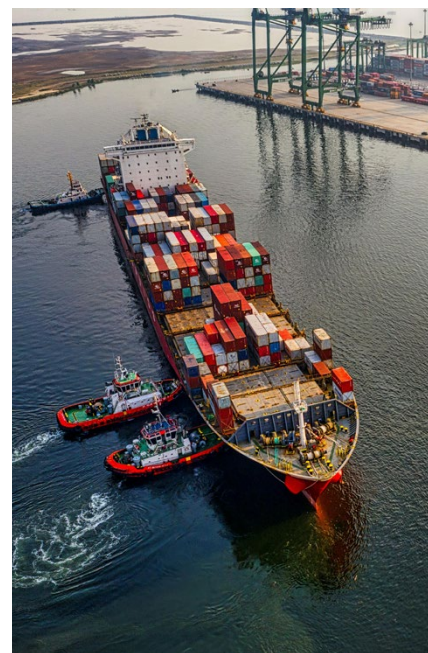
17% de l'UE.



LE COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE FRANÇAIS : LE CHOC DE 2025



En 2025, les importations agroalimentaires françaises ont augmenté de **+ 8,7%**.



Les échanges commerciaux français de produits agricoles et alimentaires affichent depuis la fin des années 1970 un excédent structurel.

Plusieurs secteurs ont, sur cette durée, contribué à maintenir ou augmenter les bonnes performances de l'appareil commercial français : la viticulture, les céréales, les produits laitiers, le sucre et les animaux vivants, bovins et porcins en particulier. Secteurs auxquels il convient d'ajouter les semences et les produits destinés à l'alimentation animale.

Depuis les années 2000, le secteur agroalimentaire a enregistré une érosion de sa compétitivité, notamment sur le marché intra-communautaire.

C'est particulièrement net sur des secteurs comme la viande volaille, la viande bovine, et, parfois, sur certains produits laitiers (beurre, fromage).

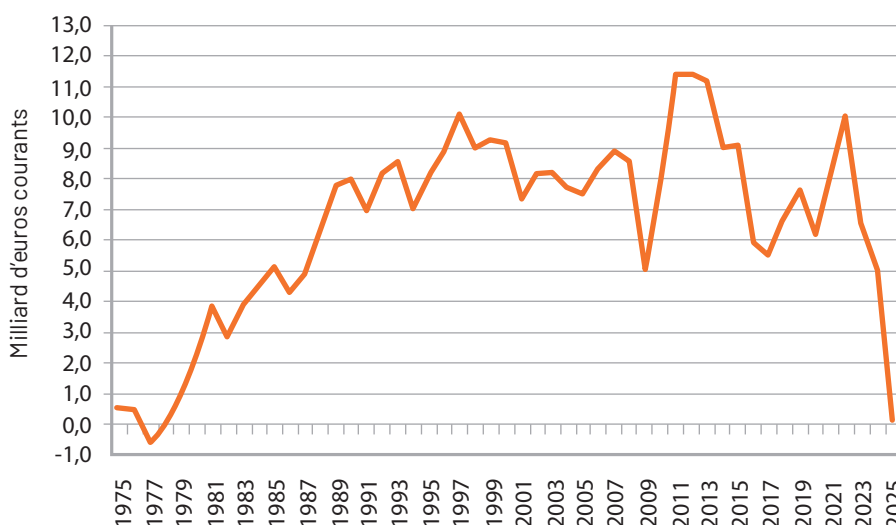
La balance commerciale agroalimentaire demeurait malgré cela excédentaire.

Mais les excédents sont cycliques, et évoluent au gré d'une actualité économique et commerciale en grande turbulence depuis 2020. Un tournant s'opère dès 2024.

Sur douze mois cumulés (novembre 2024-novembre 2025), les exportations agroalimentaires n'ont augmenté que de +2,1%, tandis que les importations s'accroissent de +8,7%. Après un excédent très faible en 2024 (+4,9 milliards d'€), celui de l'année 2025 (établi ici sur 12 mois cumulés), devrait frôler le déficit, une situation inédite depuis 1978. L'excédent de seulement 466 millions d'€ s'effondre de -91%. Produits laitiers, viandes et préparations de viandes, spiritueux et céréales, sont les principaux secteurs ayant entraîné vers l'abîme le solde commercial.



SOLDE AGROALIMENTAIRE DE LA FRANCE EN 2025 EN MILLIONS D'€



Source : Douanes françaises - Agreste

DES PROGRÈS VISIBLES, MAIS UNE ACCÉLÉRATION DES EFFORTS INDISPENSABLES



2024 :
émissions en baisse,
-18 %
depuis 1990 et cap vers
2030 conforté.

En 2024, les émissions françaises de gaz à effet de serre s'établissent à **369,2 MtCO_e**, soit une baisse de 2 % par rapport à 2023, après une réduction plus marquée l'année précédente¹.

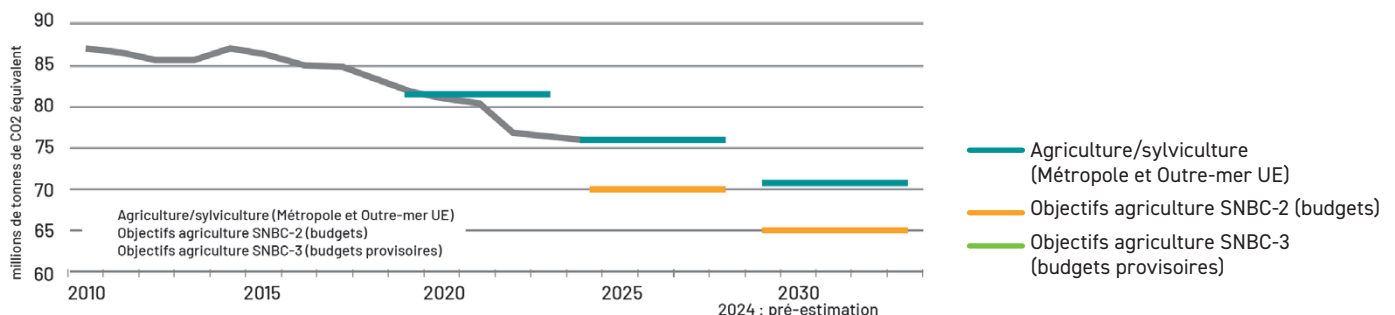
Sur le long terme, cela représente **une diminution d'environ 18 % depuis 1990**, ce qui traduit une tendance générale à la décroissance, même si le rythme de réduction récent est plus modéré.

La structure des émissions reste concentrée : les transports (34 %), l'agriculture (21 %) et l'industrie manufacturière (17 %) pèsent pour près de 72 % du total national. **Dans le secteur agricole, l'élevage domine**, représentant environ 60 % des émissions agricoles, avec une baisse de 2 % en un an et 20 % depuis 1990. Les cultures comptent pour 27 %, en légère hausse annuelle mais en recul significatif depuis 1990, et les engins agricoles pour 13 %, avec une progression récente mais des niveaux inférieurs à ceux de 1990.

Au regard des objectifs climatiques de la Stratégie nationale bas carbone (SNBC), le secteur agricole avait respecté les premières cibles (SNBC 1) dès 2016 et, après un léger dépassement des budgets carbone en 2019-2020, s'est généralement remis en cohérence avec les cibles intermédiaires jusqu'en 2023. En 2024, il dépasse très légèrement le budget prévu (76,0 MtCO_e contre 75,7 MtCO_e).

Pour atteindre les ambitions plus exigeantes de la SNBC 3, avec une cible autour de 70 MtCO_e d'ici 2030, **il faudra accentuer les efforts, notamment dans l'élevage et la gestion des intrants.**

ÉVOLUTION DES ÉMISSIONS DANS L'AIR DE CO₂e DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE/SYLVICULTURE EN FRANCE (MÉTROPOLE ET OUTRE-MER UE)



Source : Citepa

*Le CO₂ équivalent est une unité de mesure qui permet d'agrégier les différents gaz à effet de serre (CO₂, méthane CH₄, protoxyde d'azote N₂O, gaz fluorés, etc.) en une seule métrique, en tenant compte de leur pouvoir de réchauffement global respectif sur une période donnée (généralement 100 ans). Chaque gaz est ainsi converti en quantité équivalente de CO₂ produisant le même effet climatique



En 2024, les émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne s'établissent à environ **2,65 milliards de tonnes**, marquant une **légère diminution de 1,5 %** par rapport à 2023 et un recul de près de 8 % par rapport à la moyenne quinquennale, illustrant ainsi une dynamique de réduction progressive des émissions. Toutefois, la structure sectorielle reste fortement concentrée, avec l'industrie manufacturière (26 %), la production d'énergie (20 %) et les

transports (18 %) représentant les principaux contributeurs. L'agriculture (17 %) et la gestion de l'eau et des déchets (6 %) suivent, tandis que les secteurs tertiaires demeurent relativement marginaux dans l'ensemble des émissions. Dans ce contexte, les émissions agricoles continuent de reculer, bien que la France demeure le premier émetteur agricole de l'UE, devant l'Allemagne (14,2 %), la Pologne (11,6 %) et l'Espagne (10,1 %).

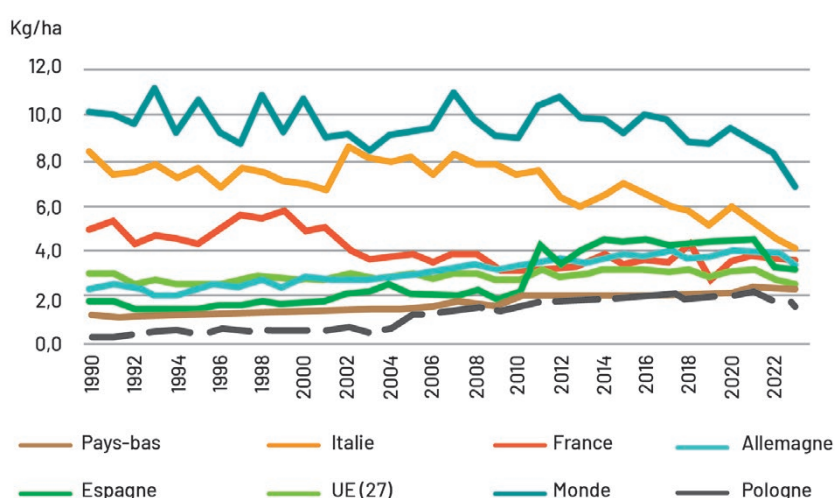
RÉDUCTION DES PESTICIDES EN FRANCE : DES PROGRÈS SOLIDES MAIS DES DÉFIS À SURMONTER



Une réduction de 48 % du risque HRI-1 depuis 2011, proche de l'objectif de **50 %** d'ici 2030.

En 2023¹, la France se classe au **10e rang mondial en termes d'utilisation de pesticides**, avec 65 kt de produits phytopharmaceutiques, selon le dernier rapport de la FAO². Bien que cette utilisation ait légèrement diminué, elle reste sujette à des fluctuations, en grande partie influencées par des conditions climatiques variées. La France demeure le premier pays européen pour l'usage des pesticides, ce qui peut être perçu comme préoccupant. Toutefois, **cette situation s'explique en grande partie par les spécificités de son secteur agricole**, caractérisé par des superficies étendues et la nécessité de traitements phytosanitaires pour certaines

UTILISATION DES PESTICIDES PAR SUPERFICIE DE TERRES EN CULTURE (KG/HA)



Chambres d'agriculture France - Source : FAO

cultures à fort rendement, comme la vigne ou les grandes cultures. Ainsi, l'utilisation relativement élevée des pesticides est en partie inhérente à l'importance de l'agriculture dans

l'économie française, un phénomène comparable à celui observé avec les émissions de gaz à effet de serre, qui sont également élevées en raison de la taille du secteur.



1- Au moment de la rédaction du document, les données les plus récentes s'arrêtent en 2023.

2- Pesticides use and Trade 1990-2023

Malgré un engagement politique fort, notamment à travers la stratégie Ecophyto 2030 et ses évolutions successives, **la réduction de l'utilisation des pesticides en France progresse à un rythme relativement lent**. Cette lente progression s'explique en partie par la complexité des leviers à actionner pour atteindre l'objectif ambitieux de diminuer de 50 % leur usage d'ici 2030, par rapport à la période de référence 2011-2013.

Parmi ces leviers, on trouve **l'adoption de techniques agricoles alternatives et une gestion optimisée des risques**. Toutefois, cette transition est freinée par les défis climatiques et le temps nécessaire pour adapter les pratiques agricoles.

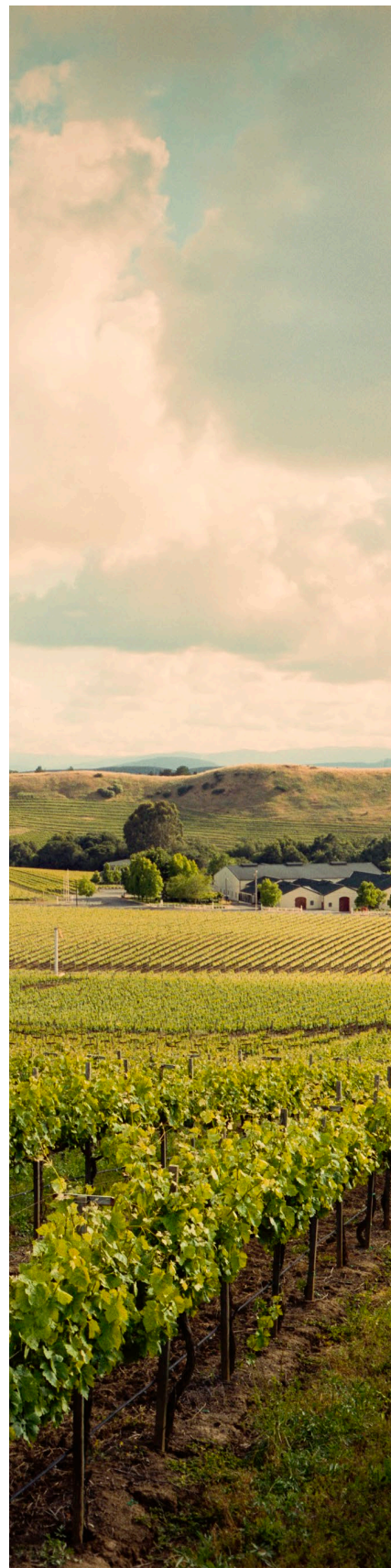
Pour évaluer les progrès réalisés, l'Union européenne a mis en place **l'indicateur HRI-1, qui mesure les risques associés à l'utilisation des pesticides**¹. Dans le cadre de la stratégie Farm to Fork, l'objectif est de réduire cet indicateur de 50 % d'ici 2030.

La France a déjà réalisé une réduction de 48 % de son HRI-1 depuis 2011, atteignant une valeur de 51 en 2023, avec une baisse notable entre 2022 et 2023, due notamment au retrait de deux substances actives insecticides.

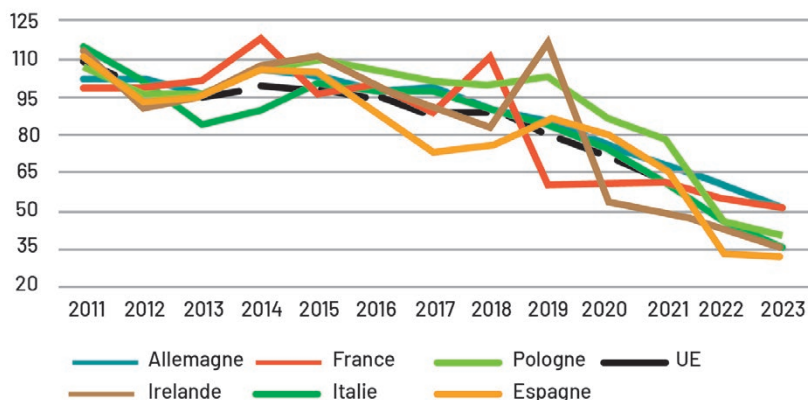
Cependant, un effort supplémentaire de 2 % reste nécessaire pour atteindre l'objectif de 50 %. Cette étape devient de plus en plus difficile à mesure que les pratiques agricoles se stabilisent à des niveaux déjà bas.

Comparée à d'autres pays européens, la France se situe en retrait par rapport à **la moyenne européenne qui affiche une réduction de 64 %**. Des pays comme l'Espagne (71 %), l'Irlande et la Pologne (63 %) ont réalisé des progrès plus rapides, mettant en évidence des différences significatives dans l'intensité des efforts déployés pour réduire les risques liés aux pesticides.

La transition demeure un défi complexe, qui requiert à la fois un renforcement des alternatives non chimiques et un accompagnement renforcé des agriculteurs afin de prévenir toute augmentation temporaire de l'utilisation des pesticides. Néanmoins, une vigilance particulière est nécessaire : les efforts déployés en faveur de la santé publique et de l'environnement ne doivent pas être remis en question par l'exportation, en particulier par la France, de pesticides interdits, susceptibles de revenir sous forme de produits importés.



ÉVOLUTION DE L'INDICATEUR DE RISQUES HARMONISÉ 1 (HRI1)



Chambres d'agriculture France - Source : Eurostat

1- https://agriculture.gouv.fr/les-indicateurs-de-suivi-de-la-strategie-ecophyto-2030?utm_source=chatgpt.com

LES CHIFFRES CLÉS 2025 DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE

CONTACTS

Chambres d'agriculture France
Direction Communication et Affaires Publiques
Service Études économiques et Prospective

Clarisse Bonhomme - clarisse.bonhomme@france.chambres-agriculture.fr

Magali Catteau - magali.catteau@france.chambres-agriculture.fr

Zeineb Chérif - zeineb.cherif@france.chambres-agriculture.fr

Thierry Pouch - thierry.pouch@france.chambres-agriculture.fr

Marine Raffray - marine.raffray@france.chambres-agriculture.fr

